

Pourquoi les data centers sont des clients parfaits pour EDF

Elsa Bembaron

Les opérateurs de centres de données regardent la France avec les yeux de Chimène. Un amour réciproque, mais pas totalement désintéressé. Le premier atout de pays, c'est son électricité abondante, décarbonée et compétitive. Quand l'Irlande tremble à l'idée de voir les data centers représenter 20 % de sa consommation d'électricité en 2030, que la région de Francfort (Allemagne) est proche de la saturation, l'Hexagone met en avant ses 89 térawattheures (TWh) d'exportation l'année dernière. Soit plus que la consommation de la Belgique. Un matériel confortable pour accueillir de nouveaux clients, dans un contexte de hausse de la production d'électricité en France.

EDF met tout en œuvre pour accueillir dans les meilleures conditions les data centers. Ils font même partie des clients prioritaires ciblés par la stratégie commerciale mise en place l'année dernière. Le groupe vise 150 TWh de consommation d'électricité supplémentaire en

2035, d'abord avec l'électrification de l'industrie et des transports (véhicules électriques) et pour 20 TWh, en attirant des centres de données. EDF pourra atteindre ce dernier objectif avec quelques années d'avance. « C'est une augmentation des consommations électriques sans report d'usage. Cela ne répond donc pas vraiment à l'électrification initialement recherchée par le gouvernement », rappelle Nicolas Goldberg, associé chez Columbus Consulting.

Le groupe nationalisé a aussi besoin de ces nouveaux consommateurs pour soutenir les prix de l'électricité. À défaut, dans un marché d'abondance, ils s'effondrent. Or, l'énergéticien fait face à d'énormes coûts fixes, liés en partie à l'entretien de ses centrales et aux besoins d'investissements dans les nouveaux réacteurs (EPR2). Dans une industrie de coûts fixes très capitalistique EDF a besoin d'écouler tous ses électrons pour optimiser la rentabilisation de ses installations.

De plus, en rythme de croisière, ces entrepôts numériques présentent l'immense avantage d'avoir une consommation d'électricité constante, jour et nuit

- c'est même une condition sine qua non pour assurer le bon fonctionnement de leurs matériels. En face, la production d'électricité nucléaire d'EDF est elle aussi stable (exception faite de la crise de la corrosion sous contrainte en 2022). La consommation des centres de données s'avère parfaitement adaptée à la base de production d'EDF. Elle est même un atout pour la stabilité des réseaux électriques. D'ailleurs, le positionnement géographique des 65 sites qui leur sont proposés par l'État ne doit rien au hasard. Il est pensé pour contribuer à cet équilibre et éviter que les coûts s'envolent.

Autre avantage, la durée des contrats qui lient EDF et ses nouveaux clients tend à s'allonger. Elle est aujourd'hui de 4 à 5 ans, avec une garantie de volume et de prix, et tend à s'allonger. « Les discussions sur des contrats de plus long terme ont démarré. Un hébergeur de données signe des contrats de 18 à 20 ans avec ses clients, la durée des accords d'approvisionnement en électricité pourrait s'aligner », ajoute Stéphane Raison, Directeur en charge de l'installation de grands sites de consommation chez EDF. Après

l'été, le groupe envisage toujours de mettre aux enchères des contrats d'allocation à la production nucléaire (CAPN) pour notamment servir les opérateurs de centres de données. Un sujet ultrasensible, qui avait valu au précédent PDG d'EDF les foudres de Bercy. Mais en décalant les enchères, EDF se laisse le temps de signer avec les industriels avant d'élargir sa proposition commerciale à d'autres acteurs.

De leur côté les opérateurs des centres de données découvrent un Eden français qu'ils ignoraient. « Des acteurs internationaux non présents historiquement en France n'avaient pas connaissance des caractéristiques de notre marché de l'électri-

Le gouvernement multiplie les incitations à destination des opérateurs des grands centres de données. Ils bénéficieront d'une réduction fiscale de 10,50 euros du MWh, sous certaines conditions

cité, résume Stéphane Raison. *Le sommet de l'intelligence artificielle (IA Summit) a permis cette prise de conscience* ». Mais pour que le panier de la mariée soit réellement alléchant, encore fallait-il que les installations puissent se faire rapidement. Le raccordement électrique reste un défi, alors que ces sites se branchent directement au réseau de transport d'électricité (RTE). Ils bénéficient désormais d'une sorte de coupe-file, un « fast track » qui permet d'accélérer le raccordement, à horizon 2028-2029, des consommateurs de très forte puissance au réseau très haute tension de RTE. Le « fast track » a été approuvé le 7 mai dernier par la Commission de régulation de l'énergie. Cerise sur le gâteau, le gouvernement multiplie les incitations à destination des opérateurs des grands centres de données. Ils bénéficieront d'une réduction fiscale de 10,50 euros du MWh, sous certaines conditions, notamment de respect de l'environnement et d'une remise de 5,70 euros du MWh sur le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité. De quoi garantir la compétitivité des électrons made in France. ■